

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Campagne des législatives

Mercredi 1er mars 19H 42

L'UOPDP 7 MINUTES

A LA TELEVISION,
SUR LES 3 CHAINES

A LA RADIO (France Inter)

Prendront la parole Yves Chevet, ouvrier des transports, candidat dans la Seine Saint-Denis (2e circonscription) et Léon Chevallier, petit paysan de la Sarthe, membre du Comité national d'initiative. Avec la participation d'André Drueme, ouvrier métallurgiste et Nicole Balland, employée tous deux également candidats.

Editorial

MARCHAIS LE COLONIALISTE

« France-Nouvelle », hebdomadaire central du PCF, donne une grande importance, dans son édition du 27 février, à un « message de Georges Marchais aux peuples des DOM ». Il y dénonce avec virulence les « rapports coloniaux imposés » aux peuples de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion, la « négation du caractère national » de leur culture, etc.

Tout cela pour appeler en fin de compte ces peuples colonisés à « voter communiste » pour acquiescer « le droit à l'autodétermination ».

A l'en croire, la réalisation de leurs aspirations repose, en effet, entièrement sur la nomination de ministres communistes au gouvernement. « Votre avenir, prétend-il, dépend pour une part importante de ce qui se passera en France après mars 1978 ». Que promet en fait concrètement Marchais aux peuples colonisés ? Une « assemblée représentative » et un nouveau statut. Celui-ci continuera à s'exercer dans un cadre où « le gouvernement contribuera au développement économique, social et culturel de ces territoires en maintenant l'aide publique nécessaire de la France à chacun d'entre eux ».

Il ne s'agit donc pas d'autre chose que d'une « autonomie » dans le cadre français, d'un aménagement du colonialisme. Décidément, les dirigeants du PCF n'ont fait que s'enfoncer dans une politique chauvine et impérialiste depuis l'époque où ils ont combattu la lutte du peuple algérien pour son indépendance.

Ils prétendaient alors qu'il n'était pas prêt à l'assumer et qu'il devait attendre sa libération nationale de l'évolution de la situation dans cette France même qui le colonisait. Cela les a conduits jusqu'à voter, en 1956, les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour lui donner toute liberté de le réprimer.

Aujourd'hui, devenus les dirigeants d'un parti bourgeois à 100 %, ils ne veulent plus servir d'appoint aux gérants loyaux du capitalisme que sont les « socialistes ». Ils exigent le maximum de ministres « communistes » pour prendre eux-mêmes les rênes de l'impérialisme français. Et le plus ignoble c'est qu'ils n'hésitent pas à demander aux peuples encore colonisés de les appuyer alors qu'ils veulent les maintenir attachés au char de l'impérialisme.

Mais les peuples auxquels ils s'adressent savent à quoi s'en tenir. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, ils ont fait l'expérience avec la départementalisation qu'aucun aménagement ne peut changer leur situation fondamentale à partir du moment où ils restent colonisés. Les luttes qu'ils mènent, leur abstention massive lors des élections françaises témoignent de leurs aspirations à l'indépendance et du fait qu'ils ne font confiance qu'à leur lutte pour la conquérir. Marchais aura beau finasser, se donner de faux airs d'anticolonialisme, essayer de noyer le poisson dans un « nouveau statut », s'il se donne tant de mal, c'est qu'il est bien mal parti pour la récolte des votes communistes dans les colonies.

Quant à nous, nous dénonçons de la façon la plus ferme comme chauvine et impérialiste son attitude et nous faisons nôtre la résolution prise par le 3e congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France à propos de l'impérialisme français. Elle affirme notamment « Le PCMLF soutient résolument les luttes révolutionnaires de ces peuples (colonisés) pour l'indépendance nationale, immédiate et sans condition ».

Ces luttes, nous appelons le prolétariat de France à les soutenir tout en considérant que c'est encore lui qui est redevable aux peuples des colonies pour l'aide qu'ils apportent à sa propre lutte révolutionnaire. Et le jour où le socialisme aura été enfin instauré dans notre pays, nous pensons que l'un des premiers devoirs du peuple de France sera de contribuer à réparer, par une aide internationaliste proposée sans contrepartie, le pillage et les exactions commises par l'impérialisme français dans les pays du tiers monde.

• Nicaragua

INSURRECTION POPULAIRE CONTRE LE REGIME SOMOZA

Une véritable insurrection populaire s'est déclenchée lundi à Masaya, ville située à 30 km à l'est de Managua, la capitale du Nicaragua. Elle a marqué le développement du mouvement qui a suivi l'annonce de l'assassinat de Pedro Joaquín Chamorro, directeur du journal « La Prensa ». Une manifestation de protestation des Indiens du quartier

de Monimbo avait alors été violemment attaquée par l'armée ce qui n'a fait qu'accroître, semble-t-il, la résolution des manifestants et des opposants au régime. Les insurgés se sont barricadés dans le quartier de Monimbo où environ 12 000 Indiens qui représentent plus d'un quart de la population totale de la ville vivent dans le dénuement le

plus complet. La garde nationale de Somoza, appuyée par des hélicoptères larguant des bombes et par des canons de petit calibre a attaqué à la grenade incendiaire et à la mitrailleuse les insurgés qui ne disposaient que d'armes légères. Il semble qu'elle ait finalement réussi à reprendre les quartiers populaires au prix de dizaines voire d'une cen-

taine de morts. Malgré cet échec provisoire des forces populaires, la dictature de la famille Somoza qui a l'appui des États-Unis sort affaiblie de la confrontation. Le 5 février dernier, 90 % des électeurs avaient refusé de participer aux élections municipales et l'insurrection ne fait que confirmer l'ampleur du mécontentement populaire.



Le dictateur Somoza appelle à la répression contre l'insurrection populaire. Il est obligé de se mettre à l'abri d'un écran pare-balles pour haranguer ses propres troupes.

**HALTE A L'AGRESSION
SOVIETO - CUBAINE
DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE !
MANIFESTATION SAMEDI 4 MARS 17H 30
(métro Oberkampf)**

• Etats Unis C'est aux mineurs de décider

Les mineurs en sont à leur 85e jour de grève et vont être amenés à se prononcer pour ou contre l'accord conclu entre le syndicat et les propriétaires des mines, accord qui ne tient pas compte d'une de leurs principales revendications concernant le droit de grèves sauvages. C'est pourquoi, l'inquiétude est grande chez les capitalistes et ceux qui collaborent avec eux, ils craignent que la base des mineurs refuse de ratifier cet accord.

C'est pour cette raison qu'une vaste campagne publicitaire sera lancée dans la semaine, dans les régions minières concernées et particulièrement dans celles où la grève fut menée la plus durement. Cette campagne se fera par l'intermédiaire de la télévision : il y aura environ une demi-douzaine d'annonces pour presser les mineurs à reprendre le travail, contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, cette campagne n'est pas le fait des patrons mais de la direction du syndicat des mineurs UMW.

Malgré ces fidèles collaborateurs, les capitalistes ne sont pas très tranquilles car les mineurs ont déjà montré quel mépris ils éprouvaient pour ces collaborateurs dont Miller, dirigeant du syndicat en est le représentant. Ils savent aussi à quel point la détermination des travailleurs est grande. Ils voient déjà s'envoler leurs profits et il faudra attendre, en admettant que l'accord soit effectivement ratifié, une quinzaine de jours pour revenir à un rythme permettant d'acheminer normalement toutes les livraisons.

• Espagne

Plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers agricoles andalous se sont mis en grève générale lundi pour protester contre le chômage qui sévit dans la région. L'accroissement du chômage en Andalousie est un problème crucial : il y a en effet près de 250 000 chômeurs dans les huit provinces andalouses, soit le tiers du nombre total des demandeurs d'emploi de tout le pays.

• Somalie

Plusieurs milliers de Somaliennes sont descendues dans la rue, lundi, à Mogadiscio, à l'appel des organisations féminines. Elles ont parcouru les rues de la ville en scandant des slogans dénonçant l'agression soviéto-cubaine dans la corne de l'Afrique.

• Pérou

Une grève générale de 48 h a paralysé totalement Lima ainsi que deux autres villes du pays. A Lima, des affrontements se sont produits entre les travailleurs et les forces de l'ordre.

• Chine

Ne pas opposer la culture à la conscience socialiste

L'Agence Chine-nouvelle a diffusé récemment une longue interview d'un responsable du ministère de l'Éducation dont nous reproduisons ci-dessous quelques extraits.

Q : Pourquoi la série d'importantes mesures prises dans l'enseignement après l'écrasement de la bande des Quatre ont-elles bénéficié du soutien des larges masses populaires ?

R : D'une part, « l'enseignement doit être au service de la politique du prolétariat et combine avec le travail productif » et, d'autre part, il faut « permettre à ceux qui le reçoivent, de

se former sur le plan moral, intellectuel et physique pour devenir des travailleurs cultivés, ayant une conscience socialiste » : voilà les principes définis par le président Mao sur l'enseignement de notre pays.

Les Quatre ont porté aux nues Tchang Tie-Cheng qui avait remis « une copie blanche » durant les examens d'admission. Sous l'influence de cette absurdité selon laquelle « les connaissances livresques sont inutiles », beaucoup d'élèves renâclaient à l'étude et la qualité de l'enseignement baissa dangereusement pendant un certain temps.

Les parents d'élèves se plaignaient, allant jusqu'à dire : dans l'ancienne société, les enfants des travailleurs étaient refusés par les écoles. Aujourd'hui, ils y sont admis mais ils n'y apprennent pas grand-chose.

Q : Récemment, certains amis étrangers se sont posé cette question : si la chance était donnée aux meilleurs d'entrer à l'université par concours, serait-il possible qu'une classe de privilégiés se forme en Chine ? Qu'en pensez-vous ?

R : Le développement des choses n'est jamais égal. Il est vrai qu'en Chine, pays fort de 800 millions d'habitants, la généralisation de l'enseignement supérieur est impossible à réaliser en peu de temps et que seulement un certain nombre de Chinois ont la chance de fréquenter les écoles supérieures. Dans ce sens, nous n'avons pas d'autre alternative que de choisir les meilleurs.

Vingt-huit ans se sont écoulés depuis la Libération sur plus de 5,7 millions de candidats aux concours universitaires, la plupart sont des ouvriers, des paysans ou leurs enfants et des enfants d'intellectuels révolutionnaires.

(...) Après leurs études, ils ne seront tous rien d'autre que des travailleurs ordinaires, quelles que soient leurs fonctions, sans quel que droit que ce soit à des privilèges.

Bien entendu, dans la période historique du socialisme, il existe encore les classes et la lutte de classes. Certains, influencés par les idées des classes exploiteuses, sautent toujours sur l'occasion de s'arroger des privilèges. Mais cette tendance est étrangère au système éducatif.

Q : Va-t-on continuer à pratiquer l'école à porte ouverte, formule avancée pendant la Grande révolution culturelle ?

R : L'école à porte-ouverte incarne ce principe fondamental formulé en 1958 par le président Mao : l'éducation doit être combinée avec le travail productif. Bien que Liou Chaohi ait prétendu alors qu'il

fallait étudier « entre quatre murs », bien qu'il ait qualifié certaines méthodes prises pour appliquer ce principe de « mauvaises », les enseignants et les étudiants ont créé de riches expériences dans leur pratique et ont persévéré dans ces méthodes.

Enseignants et étudiants sortent de leurs écoles pour combiner l'éducation de la « petite école » et celle de la « grande école » qu'est la société, lier la théorie et la pratique et se mêler en même temps aux ouvriers et aux paysans. Ces méthodes sont justes et nous de-

et le peuple travailleur, confrontent ce qu'ils ont appris dans leurs livres avec les réalités de la vie et élèvent leur compétence pratique. Toutes ces mesures visent à créer les conditions nécessaires à la formation d'hommes complets qui pourront exceller non seulement dans le travail intellectuel, mais aussi dans le travail manuel.

Q : Est-ce qu'on maintiendra les universités ouvrières du « 21 juillet » nées au cours de la Grande révolution culturelle ?



Une école dont les portes sont grandes ouvertes sur les réalités.

vons continuer à les appliquer.

Cependant, la bande des Quatre, ces pseudo-révolutionnaires, avaient clamé que « la porte de l'école n'était pas assez ouverte » et qu'il fallait augmenter les heures de travail manuel ». Ceci, en réalité, pour supprimer l'enseignement en classe et saboter de cette façon la liaison entre l'éducation et le travail productif et la qualité de l'enseignement.

Dans la combinaison de l'éducation et du travail productif, nous veillons à former les élèves pour qu'ils aiment le travail manuel

R : Les universités du « 21 juillet » sont des écoles supérieures gérées par des usines pour leurs ouvriers. Les faits ont prouvé qu'elles constituent une voie importante permettant la formation accélérée d'un grand nombre d'agents techniques rouges et experts à partir des rangs ouvriers.

Des écoles parallèles et celles de l'État ont le même but : former des travailleurs cultivés ayant une conscience socialiste, les diplômés de toutes sortes d'écoles débouchant sur la même position sociale.

Mobilisation contre la coupe de football en Argentine

Six associations européennes boycottant la coupe du monde de football en Argentine ont décidé, dimanche à Paris, de maintenir leur position « à moins que la junte militaire argentine ne libère tous les pri-

sonniers et "disparus" politiques ».

Les représentants de la « COBA » ont également demandé aux fédérations nationales de football et



Mundial "Argentina 78"

pour que ceux-ci condamnent les violations systématiques des droits de l'homme en Argentine ».

Les représentants de la « COBA » (Collectifs du boycottage en Argentine) ont déclaré que le déroulement de la coupe du monde de football en Argentine « serait l'occasion pour la junte militaire de transformer son image internationale et de légitimer le régime de terreur en Argentine ».

« Solidaires de la lutte du peuple argentin, ont-ils ajouté, les organisations ici présentes s'adressent à la FIF (Fédération internationale de football), aux organisations européennes, africaines, américaine et asiatique de Football, aux Nations Unies et au Conseil de l'Europe,

aux gouvernements des pays qualifiés que les équipes sélectionnées ne cautionnent pas, par leur présence, le régime militaire argentin.

Ils ont annoncé qu'ils allaient lancer « une vigoureuse campagne dans tous les pays européens » et organiser notamment une journée internationale en faveur du boycottage le 28 avril prochain.

Pour conclure, ils ont souligné que « la coupe du monde en Argentine est désormais une opération de propagande politique pour la junte militaire, organisée comme une action de commando, dirigée par l'état-major des forces armées de ce pays : contrôle d'identité des spectateurs, limitation et surveillance des touristes, et censure de la presse internationale ».

DU LUNDI 27 FEVRIER
AU VENDREDI 3 MARS 1978
A REIMS

SEMAINE DE SOUTIEN A
LA LUTTE DES PEUPLES
D'AFRIQUE AUSTRALE

PROGRAMME

CONFERENCES - DEBAT; FILMS;
EXPO PHOTOS, LIVRES; DIAPORAMA SONORE.

AVEC LA PARTICIPATION DE: COMITE STEVE BIKO MRAR
AGEG-GABON, UGET, UNEM, QUI VOUS Y INVITENT !!!

DATE	EXPO-VENTE	CONFERENCES	2 FILMS
LUNDI 27	11h CITEU ST NICOLAS	14h FAC. LETTRES S. 3053	18h30 CITE-U 21
MARDI 28	11h RESTAU-U DE LA HOUSSE	14h L'APARTEID - genesis, mixe au service de soufflers	18h30 CITE-U 21
MERC. 29	11h RESTAU-U DE LA HOUSSE	14h LES FORCES EN MOUVEMENT en Als. Australe	18h30 CITE-U 21
JEUDI 30	11h RESTAU-U DE LA HOUSSE	14h FAC. DROIT AMPHI 300	18h30 CITE-U 21
VENDR. 31	A LA MAISON COMMUNE DE CHEMIN VERT	BUS F - FACULTES	LA FIN DU DIALOGUE LA D.T. A DIMBAZA.

ENTREE: LF



Communiqué du comité breton pour le boycott de la coupe du monde en Argentine

Le COBBA (Collectif breton pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la coupe du monde) organise un week-end d'information, le 4 mars (à partir de 14 h) au village de vacances du lac de Guerledan à Mur-de-Bretagne 22, avec débats, projections, montage, théâtre-forum...

Toutes les personnes voulant participer à la campagne de boycott sont invitées à s'y rendre. Pour tout contact : COBBA BP 561 35007 Rennes Cedex

● Bas-Rhin

Un travailleur algérien relaxé mais expulsé

Un travailleur algérien, Ahmed Merouani, avait été jugé par le tribunal de Wissembourg (Bas-Rhin) pour avoir été impliqué dans une bagarre. Il avait été reconnu innocent et sa responsabilité dérogée par ce tribunal, le 17 juin dernier.

Cela n'a pas empêché qu'il soit expulsé sur décision du sous-préfet de Wissembourg.

Ainsi se vérifie la violation par la bourgeoisie de ses propres lois. Ahmed était en règle, était innocent et pourtant il a été expulsé. Ceci est la conséquence des odieuses mesures Stoléru.

● Paris

Détention arbitraire et torture dans un commissariat du 18e

Claude R. ne démarrait pas assez vite en voiture. Un policier était là qui se mit à l'injurier. La conductrice lui demanda des explications sur ces insultes. Le flic, s'estimant alors l'outragé, redouble d'insultes, sort son arme et vise la tête de la jeune femme. Cela se passait vendredi dernier, rue Darnémont, dans le 18e arrondissement. La conductrice était ensuite emmenée au commissariat rue Achille Martinet. Elle y était gardée quatre heures. Son mari qui avait été prévenu par des témoins ne put la voir pendant ce temps ni avoir d'explications.

Les témoins se sont vus récuser par les flics. Claude R. raconte aussi qu'elle a vu un jeune homme sortir du commissariat sur un brancard. Il venait d'être arrêté et elle l'a entendu avant qu'il ne soit ainsi évacué, hurler durant vingt minutes pendant qu'on le passait à tabac.

● Allemagne de l'Ouest

Trafic de femmes Thaï

Près de deux mille jeunes Thaïlandaises sont l'objet d'un odieux trafic entre leur pays et l'Allemagne de l'Ouest. C'est ce que vient de révéler un porte-parole de l'ambassade de Thaïlande à Bonn. Depuis trois ans, une poignée de trafiquants, par différents moyens, font venir des jeunes femmes en Allemagne, en leur faisant miroiter le paradis allemand, la vie facile, ou un mariage intéressant, puis les obligent à se prostituer. Ces jeunes femmes sont vendues à des directeurs de night club qui, après quelques mois, les revendent à leur tour pour éviter de se faire repérer par la police et aussi parce que les habitués de ces boîtes demandent « sans cesse » des changements de femmes. Celles-ci cloîtrées, menacées, sans papiers, ne parlant que le thaïlandais, ne dénoncent que rarement les trafiquants. Quand par hasard, l'un d'eux est pris, il est rapidement relâché grâce au paiement d'une caution par les « cerveaux » de ce trafic.

Les femmes, et en particulier celles des pays du tiers monde, où règne souvent la misère, sont ainsi l'objet de cet esclavage odieux. Nous avons signalé le trafic des Mauriciennes en France, il faut dénoncer ces crimes envers les femmes.

40 médecins contre le « Conseil de l'Ordre »

Mardi 28 février, quarante médecins vont passer devant le tribunal d'instance de Lyon pour ne pas avoir payé leurs cotisations au très réactionnaire Conseil de l'Ordre des médecins. Ce conseil, mis en place par Pétain, réglemente et décide des conditions d'exercice de la médecine. Le non-paiement des cotisations peut actuellement permettre au conseil d'interdire l'exercice de la médecine aux quarante réfractaires. Ces médecins veulent la disparition de cet organisme corporatiste et comme nous l'avons dit très réactionnaire puis-que, par exemple, il s'est prononcé contre l'avortement.

● Naussac

MANOEUVRES ET PROMESSES AUTOUR D'UN BARRAGE

Les élections approchent et, démagogie oblige, *tout le monde, à droite comme à gauche, prétend être plus ou moins contre le projet de barrage de Naussac*. Tous ces messieurs regrettent évidemment que les travaux soient commencés.

Quant à M. Herson, toujours fidèle au poste, chaque samedi à Langogne, il cherche à diviser la population. Il se sert maintenant du nouveau maire de Naussac pour ses basses manoeuvres, et veut à tout prix diviser cette municipalité élue en mars 1977 et en majorité opposée au barrage. Il essaie d'influencer les hésitants contre les irréductibles.

D'autre part, on dit dans la région que pour avoir assez d'eau pour ce fameux barrage, il faudra en édifier d'autres au sud de Langogne (combien 5, 6 ?). C'est du reste un vieux projet qui avait été abandonné. Ces messieurs de la SOMIVAL ont-ils l'intention de demander l'avis des populations concernées ?

Est-ce bientôt tout le nord-est de la Lozère, de Grandrieu à La Bastide, en passant par Naussac, qui sera menacé de noyade ? Pourquoi pas ensuite tout le département pendant qu'ils y sont ? C'est le pillage en règle qui continue, au bénéfice d'un tourisme de riches, et sans tenir compte du désir des Lozériens de travailler et vivre au pays.

Mais, en cette période électorale, on cache les bruits inquiétants, et les notables en place ou ceux qui voudraient bien les remplacer après mars, rivalisent de promesses, et prétendent qu'ils ne laisseront pas crever le département. On voudrait bien les croire, mais quand ont-ils prouvé leurs bonnes intentions ? Giscard, en 1974, pour se faire élire, n'avait-il pas promis que plus un seul paysan lozérien ne quitterait sa terre ? *Qu'ont-ils signé* pour s'opposer, localement ou nationalement, au barrage de Naussac ? Quand sont-ils venus soutenir la population sur le terrain (sauf quelques rares fois pour le PC et le PS, et avec une ardeur combattive qui n'a



10 000 personnes à la manifestation d'août 1977 pour soutenir les paysans de Naussac.

frappé personne) ? Les soutiens du bout des lèvres ne sont pas de vrais soutiens, sur lesquels on peut compter. Les habitants de Naussac l'ont appris depuis déjà plusieurs mois.

Malgré toutes ces manoeuvres et toutes ces promesses, et même si certains paysans ont été obligés de négocier leurs terres, faute d'expérience de lutte, rien n'est perdu à Naussac. Les

gens continuent, en majorité, à refuser le barrage, le départ de leurs villages, la noyade. Seules une ferme unitaire, une détermination grandissante et la solidarité lozérienne feront échouer ce projet et d'autres. La Lozère n'est-elle pas menacée par une autoroute, par le tourisme de luxe, par un reboisement abusif, qui vont encore entraîner des expropria-

tions ?

A qui profitera réellement le fameux désenclavement de la Lozère s'il n'y a plus un Lozérien sur place ?

La population ne peut compter sur les élections, elle ne doit compter que sur elle-même, en déjouant les divisions, en n'écoulant pas les promesses, et en luttant pour rester au pays.

Paris 13e

Non à l'expulsion du 85-87 avenue d'Ivry

Au 85-87 avenue d'Ivry, Paris 13e, un immeuble en parfait état, occupé par de nombreux mal-logés. Ceux-ci résistent depuis quatre mois aux menaces du propriétaire. Vide depuis plusieurs années et tout à fait inhabitable malgré les allégations du « Logement français » (propriétaire et promoteur) le logement devait être démolit dans le cadre d'une zone d'aménagement « concertée » (ZAC Baudricourt) dite « sociale » où le nombre d'appartements sociaux sera de loin infé-

rieur à ceux en loyers libres.

Dans un quartier déjà largement exproprié, le 85-87 a tenu grâce à la résistance de sa dernière locataire.

Un couple de mal-logés s'y installe fin octobre 1977 avec le soutien de la Confédération nationale du logement (CNL section 13e) ; petit à petit, l'immeuble se remplit et aujourd'hui, les vingt appartements sont occupés. Les occupants pour régulariser leur situation écrivent au Logement français pour rester dans l'immeuble et demandent un titre de premiers occupants ; le procès du 10 janvier s'est déroulé à huis-clos sans motivation de la part du tribunal et la sentence rendue était l'expulsion immédiate.

Le 28 février, l'ensemble des occupants était assigné en référé. C'est devant le soutien des gens du quartier, une trentaine environ, que le procès tentait de commencer. Le tribunal, prenant le huis-clos pour

briser le soutien et l'unité, intimidait des familles immigrées qui comparaissaient en leur disant : « Vous aurez la réponse par téléphone demain soir ». A un autre travailleur immigré, le juge dit : « Va-t-en à Aulnay-sous-Bois, il y a des logements » - « Tu seras expulsé le 31 mars ».

Ce travailleur immigré, travaillant dans le 13e, a expliqué qu'il ne pouvait habiter aussi loin de son travail.

Un avocat défendant les occupants expliqua qu'aucun texte de loi n'obligeait le procès en référé de se faire à huis-clos.

Les occupants ont fait l'objet d'autres intimidations : cocktail molotov, pavés dans les vitres...

Malgré cela et la tentative d'isolement et de division du tribunal, ils restent déterminés et unis avec le soutien des gens du quartier ainsi que d'autres organisations et de la section CNL 13e pour aller jusqu'à la victoire.

- Vichy

Premier meeting de l'Humanité rouge

Les camarades de l'Humanité rouge de Vichy ont organisé, jeudi dernier, la première réunion publique des marxistes-léninistes dans cette ville.

Comme c'était une première, il y avait bien sûr peu de monde, mais il y eut des discussions très intéressantes, avec un vieux travailleur du PCF, par exemple, et avec une autre personne qui a demandé à revoir les camarades.

Un appel à la souscription pour notre journal a rapporté 50 F.



La sous-traitance ou la remise en cause du droit de grève

Les opérateurs de la section Microfilm classique de CARO-Paris (rue de Reuilly) luttent depuis janvier pour obtenir de meilleures conditions de travail, une réduction des cadences (la direction impose le microfilmage de 7 000 documents par jour, exigence toute provisoire), l'organisation des élections professionnelles, la reconnaissance du droit syndical, un salaire minimum décent.

Tout a commencé en réalité au cours du 2e trimestre 1977. Les opérateurs en lutte étaient alors parqués dans une cave exigüe, surchauffée, bruyante, insalubre et travaillaient en 3 postes de 7 h à 23 h 30. Grâce à l'intervention de l'inspecteur du Travail, les opérateurs furent transplantés dans des locaux mieux adaptés.

Le 1er février, les opérateurs réunis en assemblée générale entamèrent un mouvement de grève pour la satisfaction immédiate de leurs revendications :

- 2 350 F pour tous
- Paiement du 13e mois
- Paiement des tickets-restaurant
- Organisation du travail assortie d'une baisse des cadences.

Le 16 février, ils obtinrent satisfaction sur la majeure partie de leurs revendications.

A partir du 20 février, la direction commence à envoyer lettres d'avertissement et lettres de licenciement pour « faute grave » !

Au soir du 23 février, dix salariés avaient reçu une lettre de licenciement, sans préavis ni indemnité.

Pour les travailleurs de CARO et leur syndicat Bator-Pub-RP-CFDT, la lutte contre les licenciements commençait. C'est aussi une lutte pour la reconnaissance du droit de grève dans les petites entreprises.

CARO n'est ni une exception ni une forme d'entreprise « archaïque » destinée à disparaître. CARO qui travaille à 70% pour la BNP fait partie de cette multitude de petites entreprises de sous-traitance qui se développent autour et au service des grands groupes nationalisés, services publics et grandes entreprises privées.

NOUVELLES TECHNIQUES NOUVELLES FORMES DE LUTTE

Le développement de nouvelles techniques dans le secteur tertiaire a fait disparaître ou réduit l'importance de certains emplois ; par exemple, les archivistes dans les Assurances avec l'information et le télétraitement. Parallèlement, d'autres emplois, liés à ces nouvelles techniques, se sont développés : services d'informatique, services de « saisie » (perforation des cartes), microfilmage de documents, préparation au traitement automatique des chèques (post-marquage), etc.

Ces services ont une organisation du travail ressemblant à celle d'un atelier d'usine, avec rendement, horaires décalés, travail en continu, et même travail de nuit exclusivement (post-marquage des chèques). La qualification requise y est souvent faible, acquise rapidement, la main d'œuvre féminine exclusivement ou très jeune, les salaires bas.

Ces conditions de travail et les salaires s'expliquent par le souci des directions de rentabiliser au maximum des secteurs mécanisés, au matériel coûteux.

Ces conditions de travail et les salaires expliquent aussi la grande combativité de ces secteurs.

Le « hic » pour les directions : une grève de service

informatique, de service de saisie, etc. peut entraîner de très grandes perturbations dans le fonctionnement de l'entreprise, la contagion est toujours possible dans les autres services, la répression est plus difficile dans les grandes entreprises où les salariés sont vigilants à défendre un statut souvent chèrement acquis.

UNE RIPOSTE PATRONALE : LA SOUS-TRAITANCE

Depuis quelques années, apparaît une foule de PME assurant les « services-clés » des grosses entreprises, PME souvent complètement dépendantes d'un ou deux grands groupes, qui sont

leurs seuls clients. Ceci peut se faire sous deux formes :

- Dans la première, l'entreprise « cliente » crée de toute pièce une filiale ou un GIE (1) dans lequel elle transfère par exemple son service informatique : c'est le cas du service informatique des AGF (2).

- Le deuxième cas de figure, très utilisé pour les services « saisie », micrographie, traitement de chèques, est l'utilisation de petites entreprises (de 10 à 100 salariés environ) où le client n'a aucun capital. Si le moindre ennui survient chez le sous-traitant, il est « lâché » et la banque ou la compagnie d'assurances se reportera sur d'autres sous-traitants.

Le personnel de ces petites entreprises, dont les véritables patrons s'appellent : Renault, BNP, Société générale, travaille dans des conditions et à des salaires qui ne sont plus admis dans ces grandes entreprises, ce personnel a mené des luttes, en particulier, pour des augmentations de salaires.

Lutte très difficile où les salariés doivent affronter un petit patronat aux dents longues, qui utilise le chantage de la « perte de contrat » (si la BNP nous largue, l'entreprise ferme), petit patronat qui bafoue souvent le droit au travail, refuse la tenue des élections professionnelles, etc.

Lutte encore plus difficile en province où sont implantées beaucoup de ces entreprises, quelquefois en pleine campagne, donc dans un climat de chômage démobilisateur.

La bataille que mènent les salariés de CARO est donc exemplaire. Leur victoire contre la répression antigreve, sera un grand encouragement pour les salariés des autres PME concernées.

(1) Groupement d'intérêt économique

(2) Assurances générales de France : un des trois grands centres d'assurances nationalisés.

Licenciement d'un éducateur au foyer des Epinettes (Paris XVIIème)

QU'EST CE QU'UN « DANGEREUX PROVOCATEUR » ?

Le foyer des Epinettes, dans le 17e arrondissement de Paris accueille des jeunes que la société capitaliste qualifie de « cas sociaux ». Ce foyer est géré par une association du type « loi de 1901 » mais dépend financièrement du ministère de la Santé et de la justice. Régulièrement, on parle de fermer ce foyer. Il le fut en 1971, on en reparle depuis septembre 1977. La candidate unique de la majorité, Hélène Missoffe, secrétaire d'Etat à la Santé, a mis à son programme la fermeture des Epinettes. Le lundi 20 février, un éducateur était licencié. Pourquoi tant d'agitation autour de ce foyer ?

C'est que les éducateurs ont voulu mettre en place un projet éducatif qui serait le contraire de la répression, qui permettrait aux jeunes qui passent au foyer de prendre leur vie en main et de sortir de la situation dans laquelle les a placés la société.

Voyons par exemple ce que la direction reproche à l'éducateur licencié.

Tout d'abord, de s'être élevé contre les agissements de la police à l'intérieur du foyer. Ce travailleur s'est en effet révolté de voir des inspecteurs de police ramener au foyer un mineur, tabassé et menottes aux mains (ce qui est illégal) et devant les protestations des autres jeunes, sortir leurs révolvers.

devant de tels faits ?

La direction lui reproche aussi de « bafouer l'autorité hiérarchique ». Que cache-t-on sous ce grand mot ? Le fait que cet éducateur n'acceptait pas que la direction fasse n'importe quoi pour la seule raison que c'était la direction. Déjà, après les vacances dernières, les éducateurs étaient entrés en conflit avec la direction. Le directeur avait été changé par les ministères. Celui qui a été nommé et qui sévit maintenant ne vaut guère mieux.

La direction lui reproche aussi « d'inciter les jeunes à la violence » parce qu'il dénonçait le racisme et les mesures racistes du ministre Stoléru. Or, nombreux sont les jeunes immigrés qui pas-



Le foyer des Epinettes

d'anormal à appeler de jeunes immigrés à lutter contre des mesures qui attaquent les immigrés, leurs familles, leurs droits ?

Non, cet éducateur licencié n'est pas un « dangereux provocateur ». C'est un travailleur qui fait son mé-

tier, qui défend ses idées. Ses collègues de travail l'ont bien compris. Autour de la section syndicale CFDT, ils organisent la riposte. Ils exigent la réintégration du licencié et informent les autres sections syndicales.

Un grave précédent

L'éducateur licencié du foyer des Epinettes a été convoqué devant le conseil d'administration le 17 février et menacé de licenciement. Il a reçu sa lettre de licenciement le lundi 20 février, avec interdiction de reparaitre au foyer.

Le lendemain, mardi 21, il était convoqué par le tribunal des référés, à la demande de la direction, mais sans raison valable même aux yeux de la justice bourgeoise.

C'est un dangereux précédent. Pourquoi ?

Le juge des référés est appelé à prendre des mesures pour soutenir les décisions patronales, de licenciement par exemple, mais quand les travailleurs par leur lutte contre les licenciements menacent de causer ce que la bourgeoisie appelle « un danger imminent » ou en cas de « voie de fait ».

Or, dans le cas présent, la direction a fait appel au juge des référés en même temps qu'elle envoyait la lettre de licenciement.

Elle voulait prévenir toute occupation éventuelle, toute organisation de la lutte. Il n'y avait dans ce cas, pour reprendre les termes de la loi, ni « dommage imminent », ni « voie de fait ».

C'est une tactique patronale nouvelle et dangereuse si elle se généralise. C'est une tentative pour briser dans l'œuf les luttes contre les licenciements, pour intimider.

Quelques exemples

Quelques exemples :
INFORGEST :

- Une trentaine de salariés, dont vingt travaillent toujours de nuit, assurent le post-marquage de chèques pour la BNP et la Société générale. Salaires : de 2 000 à 3 000 F pour les plus expérimentés, primes comprises. L'atelier se trouve dans un local de boutique commerciale.

PERFORMA :

- Une soixantaine de salariés, perforatrices et personnels de salle « ordinateur » qui assurent, par exemple, le travail de nuit et de week-end à la BNP (entreprise créée juste après la grève de la BNP début 1977).

Il semble que PERFORMA fournisse aussi du personnel « ordinateur » à la Régie Renault.

MIKROS :

- Effectue comme CARO le microfilmage de documents pour la BNP. MIKROS a, semble-t-il, une clientèle plus diversifiée que CARO. Comme à CARO avant la grève, le personnel de microfilmage gagne dans les 2 000 F (1 950 F plus 100 F de prime de sous-sol).

Or, quineserévolteraitpas

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

KRIVINE VEUT SORTIR MARCHAIS DE L'IMPASSE

Un public jeune, essentiellement composé de gens de la petite bourgeoisie, peu d'ouvriers à ce qu'il semble, et en particulier pas de travailleurs immigrés, telles ont été nos premières impressions au meeting de la « Ligue » de Krivine, mardi, porte de Pantin (soit dit en passant, dans son discours, Krivine ne dira pas un mot des travailleurs immigrés et des mesures Stolér).

Dans l'enceinte du meeting, de grandes banderoles donnent le ton et les mots d'ordre centraux de la Ligue trotskiste : deux thèmes centraux y sont inscrits : « Giscard dehors » et « Unité ouvrière », et autrement dit « Gouvernement PC-PS ». Parmi les mots d'ordre, un, révélateur du réformisme petit bourgeois de la « Ligue » : « 35 h par semaine, c'est du travail pour tous ».

Ainsi, en plein système capitaliste, on pourrait supprimer le chômage.

Dans son intervention, Krivine commença par une dure dénonciation du patronat français et dévoila certains plans de la bourgeoisie si la gauche arrivait au pouvoir, le fait que déjà d'énormes sommes de capitaux passent à l'étranger (de quoi financer deux fois le Programme commun, sembla-t-il regretter) et la violence à laquelle le SAC, les CDR et d'autres organisations paramilitaires se préparent en cas d'échec de la droite. Krivine passa ensuite à la dénonciation de l'OTAN, et bien sûr ne dit pas un mot du Pacte de Varsovie ni de l'URSS.

Passant à l'examen de la situation à gauche, il attaqua les radicaux de gauche qui, on le sait, ne font pas partie des partis « ouvriers ». Puis il développa un discours, tout ce qu'il y a de fumeux du point de vue politique dont les perles les plus criantes sont les suivantes : au fond, rien

ne sépare la politique du PC et du PS, ni du point de vue intérieur, ni du point de vue extérieur ; la division de la gauche est essentiellement une lutte d'appareils. C'est là la vieille conception trotskiste de ne voir partout que des luttes d'appareils et non des lignes politiques qui s'affrontent.

Le PCF serait en train plus ou moins de lâcher l'URSS et de rejoindre le camp de la bourgeoisie française (curieux pour un parti « ouvrier » tout de même), niant l'alliance du PCF avec l'URSS impérialiste.

Mais, en cette période électorale, le plus intéressant était la constatation faite sur l'impasse totale dans laquelle se trouve le PCF. Après avoir constaté le recul du PCF sur l'arme-

ment nucléaire, Krivine devait aussi constater qu'après de multiples tentatives d'imposer sa loi au PS sur des questions telles que le nombre des nationalisations, sur le nombre de ministres communistes au gouvernement, sur la reprise des négociations, etc. le PCF avait connu des échecs successifs et qu'il était prisonnier de son alliance avec Mitterrand.

Marchais en est réduit, disait Krivine, à faire des appels du pied à l'extrême-gauche. Bavant de plaisir devant cet embryon de « dialogue » en perspective avec la direction du PCF, Krivine ne put résister de s'écrier « Chiche ! ».

Il appela alors Marchais à venir discuter avec lui, Krivine, sur la meilleure manière de défendre les travailleurs et pour compa-

rer et améliorer ensemble leurs programmes. Krivine veut sortir Marchais de l'impasse. Que Marchais se rassure, au deuxième tour il aura la voix de Krivine.

Krivine déplora bien sûr à la fois la division de la classe ouvrière (entendez de la gauche) et le nombre insuffisant des nationalisations. La solution qu'il propose à la gauche, il fallait y penser tellement elle est lumineuse : désistement sans condition au second tour, et étendre le champ des nationalisations au-delà de ce que propose le PCF.

Pour terminer, nous modifions le sens d'une phrase de notre trotskiste en disant que si la rupture de la gauche a provoqué inquiétude et désarroi, c'est moins chez les travailleurs qui, ainsi, prennent conscience de la nature des partis de gauche, que chez Krivine lui-même.

Les maladies des «tours»



Le travail dans les grands ensembles de bureaux, en raison de la climatisation, de la sécheresse de l'atmosphère et de l'éclairage artificiel, entraîne des troubles de la vue, des maux de tête, des maladies de la peau et des affections respiratoires, affirme une enquête de la CFDT.

Cette étude, réalisée à partir d'un échantillon de 1 760 des 40 000 personnes

travaillant dans les tours de la Défense, de Montparnasse et de Bercy-la-Rapée, indique que 50 % de ces personnes se plaignent de l'apparition ou de l'aggravation d'une irritation des yeux ou d'une baisse de la vue. 73 % souffrent de troubles vasculaires, 30 % souffrent de céphalées frontales, 30 % de complications d'ordre épidermiques (plaques, boutons), ou capillaires (chute de cheveux), et 41 % s'an-

rhument plus d'une fois par mois.

La consommation de médicaments des employés a augmenté de 19 %.

L'éclairage artificiel, la mauvaise climatisation, la mauvaise humidification des locaux sont à l'origine de ces maux.

Les travailleurs des tours doivent lutter contre ces conditions déplorables de travail.

Conseil des ministres

Du vent pour les femmes

Après avoir amené à six le nombre des femmes à son gouvernement, Giscard n'avait plus rien fait de sérieux pour les femmes. Les élections approchant, il se réveille soudain.

Le Conseil des ministres de mercredi a été consacré à ces problèmes. Simone Veil est intervenue sur l'égalité des femmes et des hommes devant la Sécurité sociale. Monique Pelletier, elle, a parlé de l'égalité des époux devant les régimes matrimoniaux et Nicole Pasquier de l'emploi féminin.

Ce qui va sortir de ce Conseil des ministres, ce sont quelques réformes qui ne coûtent rien, qui peuvent peut-être améliorer quelques détails dans la vie des femmes, mais qui ne résoudront en rien les questions de fond. Comme la plupart du temps, les réformes à la Giscard ne sont que du vent : Nicole Pasquier,

par exemple, se propose de « diversifier les activités professionnelles des femmes, d'améliorer leurs qualifications et de valoriser leur travail ». C'est beau mais c'est creux. Tellement creux que N. Pasquier a avoué son incapacité à annoncer des mesures concrètes. Cependant, elle a quelques idées, très intéressantes et propres, oh combien, à changer la question féminine : il s'agit de former les femmes « aux transports en commun, aux travaux des bâtiments ou de la menuiserie ». Il y a eu du même genre les femmes soldats ou flics, et qu'est-ce que ça a changé ? Rien.

Autre grande idée de la secrétaire d'État : « Changer les mentalités des femmes en profondeur ». A défaut de changer la condition des femmes, le gouvernement brasse du vent.

Elections obligent !

A vous de juger...

«Je colle des affiches pour la droite»

Nous sommes à Paris, il est un peu plus de 17 heures. A deux, nous collons les affiches de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, sur les panneaux électoraux.

En face, sont arrêtées trois voitures (une petite 2CV et deux gros bahuts). Cinq à six jeunes gens sont en pleine activité : ils collent pour Pierre Bloch, candidat giscardien, secrétaire de cabinet du ministre raciste Stolér.

On se met tranquillement à coller nos deux affiches sur le panneau. Un des colleurs « d'en face » approche. Nous engageons la conversation. C'est un jeune, sans doute un ouvrier.

— Salut !
— Salut ! Dites, vous êtes pas très rapides.

— Eh ! On a moins de matériel que vous !

— Oui, mais nous on est des professionnels, précisez-il.

— Ah oui, et combien Pierre Bloch vous paie pour coller ?

— Je ne sais pas exactement. Il paie à la journée. Mais pour faire des panneaux comme vous faites là, j'ai 35 F par affiche et quand je passe recoller sur les panneaux une affiche arrachée j'ai 20 ou 25 F.

— Et pour coller sur les murs comment ça se passe ?

— Oh, il nous donne un secteur à faire et des affiches à la journée.

— Dans le courant de la discussion, les autres se sont regroupés aussi autour de

nous. Eux aussi sont jeunes, sans doute de jeunes ouvriers, peut-être au chômage. Nous demandons :

— Et quand ils vous embauchent pour coller, ils ne demandent pas vos opinions politiques ?

— Ben non, c'est comme un patron. T'as jamais les mêmes idées politiques que ton patron... Et vous, c'est quoi votre truc ?

On explique rapidement ce qu'est l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne. Il en tire la conclusion : « Ah oui, c'est pour la révolution ». Et, désignant un de ses collègues, il ajoute : « lui aussi est pour la révolution ». L'autre se dit anarchiste.

— Et tu colles pour la droite ?

— Ben oui. Tiens, lui, est communiste... et il colle pour la droite.

Celui qui est désigné ainsi se montre légèrement gêné. L'autre enchaîne : « De toute façon, pour nous c'est comme si on travaillait pour n'importe quel patron. »

On revient aux idées politiques, car ils veulent savoir ce que l'on fera au second tour. « On ne se désiste ni pour la droite ni pour la gauche ». Petite discussion sur le thème « De toute façon, c'est tous les mêmes, à droite comme à gauche. » On tombe assez vite d'accord.

— Allez, salut, nous on doit continuer.

— Ouais salut et à un de ces jours.

Salle du centre aéré
à 20 h 30
Parc des Chartreux
76-Petit-Quevilly
Meeting de
l'UOPDP
Vendredi 3 mars

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

● Lyon

LA VILLE DES CANUTS

La région Rhône-Alpes regroupe huit départements : la Loire, l'Isère, La Drôme, l'Ardèche, le Rhône, l'Ain, la Savoie, la Haute-Savoie. C'est la seconde région industrielle française après la région parisienne. Elle regroupe une population d'environ 4 800 000 habitants, dont 1 600 000 travaillent.

Bref aperçu de la région Rhônes-Alpes

C'est une région industrielle, avec la présence des gros trusts et une concentration ouvrière importante.

Pechiney-Ugine-Kuhlmann

Dans toute la vallée de la Maurienne, à Ugine, Lyon, Pierre-Bénite, en tout 26 200 salariés.

Compagnie générale d'électricité.

Delle-Aisthom à Villeurbanne, Câbles de Lyon à Lyon... En tout 17 000 salariés. Rhône-Poulenc

Et son secteur textile à Saint-Fons, Péage-de-Roussillon, Vaulx-en-Velin, Vaise... en tout, 30 000 salariés. C'est aussi la Rhodiacta à Vaise et Saint-Fons.

Ferrod

Essentiellement Paris-Rhône à Lyon, 3 500 salariés.

Renault et Berliet

A Vénissieux, (12 000), Saint-Priest (3 000) Montplaisir (1 300), Feuillat (100) En tout, 31 000 salariés.

Empain-Schneider

Merlin-Gérin (Grenoble), Creusot-Loire (Unieux, Saint-Étienne, la Ricamarie, Firminy), Ernault-Somva (Saint-Étienne)... Plusieurs dizaines de milliers de salariés en tout.

Compagnie d'électro-ménager
5 000 salariés en tout.

L'axe industriel essentiel de la région est Lyon-Saint Étienne où se retrouve la majorité de la population puisque Lyon et la communauté urbaine de Lyon (Courly) et Saint-Étienne et sa région regroupent 1 500 000 habitants. Un centre secondaire se situe à Grenoble avec la Thomson (Sescosem). De grosses unités existent aussi à Annecy (Société nationale de roulements, quatre usines, 5 000 ouvriers), Chambéry (Verre-Textile).

La crise économique touche le textile dont Rhône-Poulenc-Textiles avec 1 200 licenciements prévus sur les 4 000. L'industrie du cuir est en perte de vitesse à Romans, Annonay.

habitants dont 50 % travaillent au dehors), Villeurbanne, Decines ou Vénissieux avec en particulier le quartier des Minguettes, 40 000 habitants dont 80 % sont ouvriers et employés.

La Rhodiacta

Principale usine du quartier ouvrier de Vaise, elle vient d'annoncer 1 200 suppressions d'emploi d'ici fin 1978. Il ne restera alors plus que 700 personnes.

Pour empêcher toute lutte, les patrons de Rhône-Poulenc proclament : il n'y aura aucun licenciement (!). Tout se passe en douceur, les jeunes sont fortement encouragés à accepter de travailler dans une autre usine du groupe. Certains ont accepté d'aller travailler à Grenoble, ce qui fait 200 km de trajet par jour.

Les travailleurs plus âgés sont mis en pré-retraite à 57 ans avec 70 % de leur salaire. Des ouvrières se retrouvent avec 1 600 F par mois pour vivre. La discussion cas par cas avec la direction empêche toute lutte véritable pour l'emploi, d'autant plus que le principal mot d'ordre des dirigeants de la CGT (majoritaire) n'est pas « *Aucun licenciement* », mais « *Nationalisation de Rhône-Poulenc* ».

D'autres entreprises du quartier sont menacées et tous les travailleurs attendent un peu que ceux de la Rhodia bougent. Car il faut dire qu'avant, c'étaient les travailleurs de la Rhodia les plus combattifs et ils venaient toujours soutenir les autres travailleurs du quartier en lutte.

A la SIAM

La direction vient d'annoncer 30 licenciements. 17 travailleurs ont déjà re-

çu leur lettre de licenciement.

A la « Bière 33 »

La direction vient d'annoncer que l'entreprise n'était plus rentable et qu'elle envisageait la fermeture en avril, ce qui va mettre 150 travailleurs à la rue.

A « Rhône-Isère ».

Les départs volontaires ne sont plus remplacés depuis cinq ans et le personnel a diminué d'environ 300 personnes. Dans le même temps, la direction a acheté une nouvelle usine en Saône-et-Loire.

A « ITT-Claude »

La direction a déjà mis des travailleurs en pré-retraite et des bruits courent depuis plusieurs années sur la fermeture probable de l'entreprise.

Des petites entreprises comme les tapis Benoit, Maurin, FAM doivent aussi quitter le quartier. Devant une telle situation, nombreux sont les travailleurs qui attendent qu'une lutte sérieuse pour l'emploi soit menée au niveau du quartier et non des manœuvres électorales. En effet, la dernière manifestation pour l'emploi, sur le quartier, date des élections cantonales. Il s'agissait alors de présenter le candidat de la gauche !

Dans le bâtiment

La crise a touché les travailleurs avec acuité, d'autant plus qu'il est assez facile de cacher les licenciements. On ne réembauche pas à la fin des contrats. 2 000 licenciements sont prévus.

Politique immobilière de la bourgeoisie

La ville de Lyon elle-même est une capitale régionale, administrative, commerciale et culturelle. Les quartiers bourgeois occupent une grande partie du centre de Lyon : place Belcour, Parc de la Tête d'Or. Partout, la bourgeoisie échafaude et organise des projets de rénovation, construit des quartiers résidentiels, chasse les ouvriers, liquide les quartiers populaires tels que Paul Bert et Croix-Rousse. Dans le quartier Saint-Jean, la même politique est suivie, ainsi que rue Mercière où l'on va construire du haut standing et où on

va rénover en laissant l'ancien... mais les loyers seront triplés ou quadruplés.

A l'égard des immigrés, la bourgeoisie leur interdit de s'installer dans certains quartiers. D'autres leur sont réservés ou bien ils peuvent encore y accéder (6e arrondissement par exemple).

Chassant les ouvriers de la ville, la bourgeoisie les a relégués dans les ZUP autour de Lyon, plus exactement à l'est et au sud-est de Lyon (Rilleux, Vénissieux, Vaulx-en-Velin, Saint-Priest, etc.).

L'agriculture

La région Rhône-Alpes est aussi une région agricole, avec un vignoble (Beaujolais) de l'élevage dans les zones de montagnes, des céréales dans la Dombes (Ain), des fruitiers, etc. L'Ardèche (où la SNCF a fermé toutes ses lignes) est un des plus déshérités. L'agriculture y est abandonnée petit à petit. Le département se dépeuple rapidement. L'Ain, l'Isère, la Drôme sont aussi touchés. Les gros capitalistes de la terre et autres propriétaires fonciers y sont par contre prospères. Ainsi dans la Dombes, entre Lyon et Bourg, il y a eu quelques temps une vente aux enchères : 600 ha ont été vendus 400 millions de centimes à un gros négociant du midi qui a payé comp-

tant. Il en fera des chasses qu'il louera. D'ailleurs, le problème de la spéculation est présent partout. Les petits paysans ne peuvent tenir devant les empires fonciers. L'Ardèche est devenue une véritable source de profits pour les requins de l'immobilier qui vendent aux Belges et aux Hollandais de vieilles maisons en ruine à retaper ou des dizaines d'hectares où pousseront des maisons, mauvais-imitation locale.

Le trust Orlac-Gilca est présent sur la région : Vienne (38), Villeurbanne (69), Saint-Jean-de-Bourmay (38), Saint-Laurent-Mâcon (01), Les Avenières (38), Saint-Étienne (42), Lyon-Gerland (69), Sassenage (38).

LYON ET SA REGION

On ne peut évoquer Lyon et sa proche banlieue sans évoquer son passé historique. C'est l'héroïque insurrection des canuts (ouvriers de la soie) en 1831, c'est la Commune de Lyon, la Résistance, à la Croix-Rousse notamment. Lyon a d'ailleurs été pendant un certain temps comme la capitale de la Résistance.

En 1971, à Pennaroya, a éclaté

une des premières grèves dirigées par des travailleurs immigrés, de bout en bout.

Plus près de nous encore, il faut parler de Paris-Rhône en 1975-1976, Calluire-Légumes, Lyon Monin-ordures-services où les travailleurs ont mené de dures luttes affrontant un patronat de combat.

Situation économique générale

Les grands trusts ont établi leur base dans la région depuis longtemps, en se nourrissant de la sueur et du sang d'une classe ouvrière nombreuse et combattive. Ce n'est donc pas un hasard si le professeur Barre vient s'installer au milieu de ses amis les gros capitalistes, mais cette poignée de bandits est assise sur le baril de poudre que constitue le prolétariat lyonnais.

La classe ouvrière est concentrée : plus de 30 entreprises de 1 000 ouvriers, dont plus du tiers ont de 2 à 5 000 travailleurs avec des superconcentrations comme Berliet-Vénissieux : 12 000 travailleurs.

Elle est concentrée aussi au niveau des habitations avec de grosses zones urbaines provisoires (ZUP) comme celle de Vaulx-en-Velin (commune de 40 000



La Croix-Rousse : le quartier des canuts (Photo « Quotidien du peuple »)

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

LES BANLIEUES OUVRIERES DE LYON

• Vénissieux

Le PCF à l'oeuvre

Municipalité PCF depuis quarante-quatre ans, Vénissieux est d'abord une ville-dortoir avec la ZUP des Minguettes, 40 000 habitants entassés les uns sur les autres. C'est aussi 32 % d'immigrés et les problèmes du racisme, c'est aussi 500 logements vides parce que trop chers ou parce que les gens en ont marre de cet univers concentrationnaire.

Houel, maire PCF et député depuis seize ans, est PDG de la société qui s'occupe du chauffage. Or, le chauffage représente presque le doublement du loyer, 300 à 400 F par mois. Alors, les gens ont lutté, ils ont versé l'argent des charges sur un compte bloqué. Le PCF a été accusé d'exploiter les gens et aux élections municipales la liste conduite par le PCRML et l'OCT a obtenu de 10 à 28 % selon les bureaux de vote ce qui témoigne du profond mécontentement qui existe. Il y a aussi l'augmentation des impôts locaux. Voilà ce qu'écrivit Houel dans une lettre aux administrés :

« Vous avez constaté que la somme à payer est en augmentation importante comparée à l'année passée... »

Et d'expliquer que c'est de la faute à Giscard. Ensuite, il plaide pour sa paroisse et appelle les gens à voter pour lui.

«... Parce que nous considérons que la situation ne peut plus durer, en notre qualité d'élus nous avons engagé la lutte de

puis plusieurs années avec la population pour avoir la satisfaction des revendications susceptibles dans l'immédiat d'apporter un peu d'oxygène dans la commune qui en a bien besoin. Si nous pensons que cette action doit se poursuivre, se renforcer, nous estimons aussi que la seule solution valable à ce problème comme pour d'autres est contenue dans un changement réel de politique qui serait le fait d'un gouvernement de gauche appliquant le Programme commun actualisé... ». Voilà qui ne manque pas de sel.

Vénissieux, c'est aussi la mainmise sur toutes les associations culturelles, familiales, de jeunes. Pourtant, il existe un groupe de jeunes très dynamiques « Le Moulin à vent », qui prend en charge d'autres jeunes. Le travail se suit de génération en génération. Les jeunes sont pris en charge. Dès qu'ils atteignent 16 ou 17 ans, ils prennent d'autres jeunes en charge. Ils ont des contradictions avec le PCF.

Un des tours de force du PCF a été, d'après lui, d'installer un commissariat de police à la place d'un bureau de poste dans le quartier des Minguettes !!

Ceci n'est pas un fait isolé. Dans « Le Point du jour », quotidien régional du PCF, ces messieurs trouvent réaliste la demande formulée par le préfet de 4 000 policiers supplémentaires pour Lyon et sa région.



HENRI ABRIAL

Candidat de l'UOPDP à Vénissieux St Priest

• Villeurbanne

Avant mars 1977, le maire de la ville était un dénommé Gagnaire. Sous son mandat, 10 000 emplois furent supprimés sur la ville et il livra des quartiers entiers aux requins de l'immobilier. Alors qu'il n'y a

qu'une crèche pour 130 000 habitants, Gagnaire fait construire le centre nautique de Cusset et le centre culturel où aucun ouvrier n'a envie de se rendre. C'est aussi le quartier Olivier de Serres, quartier immigré où le dénommé Simon fait de substantiels profits sur leur dos.

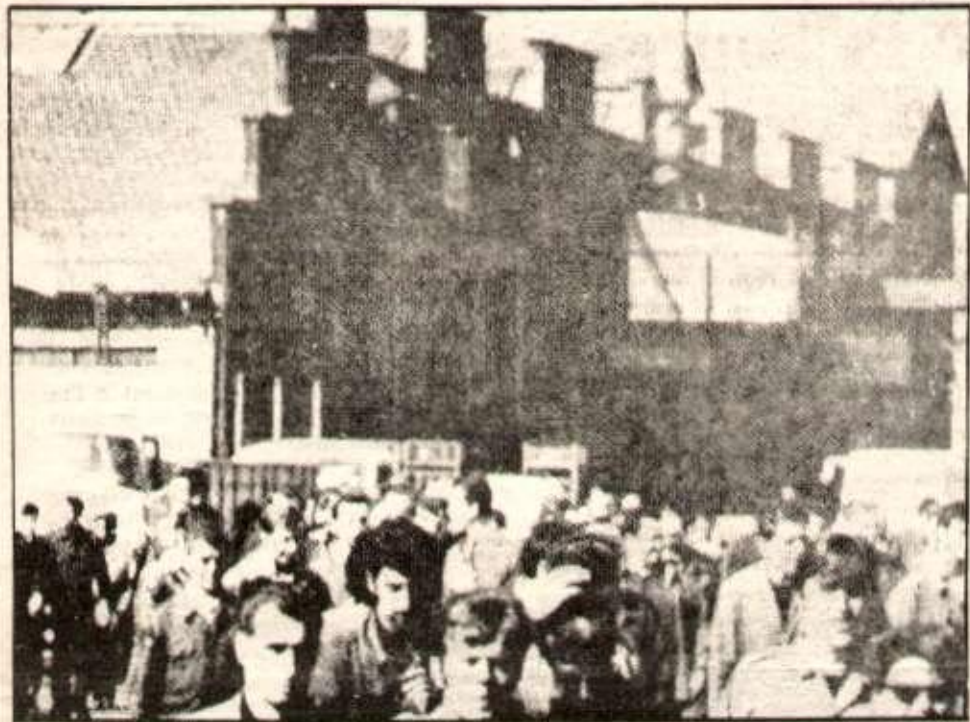
Ce quartier est constamment soumis à des quadrillages policiers. En mars 1977, écoeurés, les gens votent Hernu, un des leaders du PS qui sera aussi candidat aux législatives. On peut dire que rien n'a changé depuis son arrivée. Le chômage est toujours aussi grand : 2 300 inscrits à l'ANPE et combien ne le sont pas ? Les quartiers ouvriers subissent toujours la démolition.

Une fois élu, Hernu oubliera sa virulente campagne électorale contre Gagnaire par qui tout le mal venait et augmentera les impôts locaux.

Après avoir lancé une offre publique d'achat sur le PSU, le PCF s'est désisté pour Bourdet (PSU) et ne présente pas de candidat.

Les candidats de l'UOPDP sont : Camille Rey, ouvrière, 28 ans, mariée mère de deux enfants. Elle est issue d'une famille ouvrière de Villeurbanne-sur-Saône. Elle y impulsera la lutte dans le mouvement de la jeunesse. Aujourd'hui, elle est ouvrière à la CGEE à Villeurbanne, la plus grande entreprise de la ville. C'est une militante communiste liée aux travailleurs et aux masses de son quartier et de son usine.

Son suppléant, Philippe d'Hennezel, actuellement chômeur, 33 ans, lyonnais d'origine, marié père de deux enfants. Il a travaillé à « France-Loisirs » et a été licencié. Il lutte aujourd'hui dans un comité de locataires contre la régie Billon et sa honteuse politique de discrimination contre les travailleurs immigrés.



Berliet-Vénissieux (Photo « Quotidien du peuple »)

• St Priest

C'est une municipalité gérée par le PS depuis les dernières élections municipales. Ici, c'est le PS qui a le plus progressé par rapport au PCF. Le nouveau maire PS, Gireau, est cadre commercial. Si l'éviction de la droite a représenté un pas en avant pour nombre de travailleurs, la gestion actuelle du PS ne les réjouit pas outre mesure. Le PS a d'ailleurs vu son budget refusé par le PC qui lui reprochait de ne rien faire pour les ouvriers de Berliet. L'usine se trouve à cheval sur les deux communes et chacun se renvoie la balle et s'accuse mutuellement de trahir.

Vénissieux et Saint-Priest se situent dans la 11e circonscription. Le député sortant est Houel, maire de Vénissieux. Le PS présentera Gireau maire de Saint-Priest. Les candidats de l'Union ouvrière et

paysanne pour la démocratie prolétarienne seront : Henri Abrial, ouvrier à Rhône-Poulenc, industrie de Saint-Fons, âgé de 54 ans, ancien militant du PCF. Il s'opposa à la sale guerre d'Indochine, aida le Front de libération vietminh. En 1948, il est secrétaire de la section de Montbrison, puis membre du comité fédéral du PCF dans la Loire.

Puis, peu à peu, il s'écartera du PCF qui dégénère. En 1966, il rencontre les militants du Mouvement communiste français (marxiste-léniniste). Il quitte le PCF. A la CGT, il voit ses responsabilités retirées.

Son suppléant, Maurice Duffaud, 36 ans, ouvrier. Il a activement soutenu la lutte du peuple algérien contre l'impérialisme français. Actuellement, il est ouvrier soudeur à Vénissieux.

LYON : 13 MAI 1968

Comme dans toute la France, toute la classe ouvrière de Lyon est dans la rue, tous les travailleurs manifestent en un immense cortège, « jamais vu, même en 1936 » disent certains, en solidarité avec les étudiants.

La foule s'amasse sur l'immense place des Cordeliers. L'appel du Parti communiste marxiste-léniniste de France (« Vive la juste lutte des étudiants ») a été très largement diffusé, mais aucun tract n'a pu couvrir toute la manifestation.

On discute ferme. Un sujet revient beaucoup dans ces discussions, pendant que les « grosses têtes » grimpées sur la fontaine de la place, commencent leur discours : la Rhodiaceta a été lock-outée. L'énorme usine de Vaise, qui a déjà connu en 1967 une longue grève contre le travail en 4 X 8, est fermée.

C'est convenu : lorsque parlera un délégué de cette usine, on lancera le mot d'ordre : « A Rhodia ! ». Vaise est à deux kilomètres de la place des Cordeliers. Un drapeau rouge, un grand, est prêt : il servira de point de ralliement pour partir sur la Rhodia, si le mot d'ordre est suivi.

Et le mot d'ordre est repris, massivement. Un groupe compact se soude autour du drapeau tenu bien haut par des camarades et avance vers la sortie de la place. Quelques heurts avec le service d'ordre PCF-CGT,

vite balayé, un nouveau cortège se forme : 1 000, 2 000... plus de 5 000, d'un pas alerte, sur le quai de la Saône. La ville est paralysée. Les flics peuvent toujours essayer de venir, d'ailleurs que pourraient-ils faire :

On chante, on crie, pressé d'arriver au but. Vers la fin du parcours, quelques types essouffés remontent le cortège : ce sont des permanents du PCF, de la CGT-Chimie : ils courent pour « prendre le train en marche », c'est le cas de le dire !

Devant l'usine, le champ est libre ; les lourdes portes en fer, vert sombre, sont devant nous... Un camarade du parti, un travailleur de la chimie (la quarantaine bien tassée) grimpe sur la pile, sur un côté de la porte, et intervient avec vigueur.

Une brève hésitation, le temps pour ceux de la Rhodia de se compter un peu, de voir qu'ils sont nombreux et l'énorme porte cède sous la pression ; la foule entre dans la cour : le lock-out est levé, l'occupation commence, dans l'allégresse !

Quelques heures plus tard, une voiture arrive ; un homme costumé, cravaté, assis à l'arrière, descend quelques minutes pour échanger quelques propos avec un autre qui, de toute évidence, l'attendait puis repart bien vite : c'est le grand chef de la chimie CGT !

LES AUTRES CANDIDATS DE L'UOPDP DANS LE RHONE

1ère	DELORME Claude, ouvrier métallo	10e	REY Bernard, employé
	BORDAZ, ouvrière		REYNAUD J. Michel, viticulteur
3e	LUBIATO Pierre-J, maçon	12e	PERCHOUX André, employé
	MÉTREAUX F, manutentionnaire		SAINT-LAGER Alain, ouvrier
7e	DELIGANT Josette, ouvrière textile	13e	SCARAFIA Nathalie, ouvrière chimie
	CAZZOLA D., maître-auxiliaire		BOULANT J.Luc, instituteur

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

● Vienne

Un des premiers centres du mouvement ouvrier

Vienne, ville de 30 000 habitants, est située à une trentaine de kilomètres au sud de Lyon, sur la rive gauche du Rhône mais dans le département de l'Isère.

Bien connue pour ses « bouchons », lors des départs en vacances, ou pour ses fouilles archéologiques, Vienne peut facilement passer pour une ville touristique et si cette étiquette est mise en avant aujourd'hui, c'est pour mieux cacher la crise qui y sévit depuis maintenant plusieurs années. Car Vienne c'est surtout un vieux centre industriel et un des premiers centres du mouvement ouvrier en France ; c'est dire combien les traditions de lutte sont anciennes. L'activité économique qui pendant deux siècles s'est développée autour des usines textiles et des tanneries est aujourd'hui cantonnée à quelques petites et moyennes entreprises, les plus importantes étant Orlac-Gilca (600 personnes) Calor

(500 personnes) et Pellet (400 personnes). Les salaires y sont pour la plupart très bas et les conditions de travail souvent difficiles sinon franchement dégueulasses. La main-d'œuvre y est principalement constituée de travailleurs immigrés ainsi que de petits paysans que « la terre rejette ». Plus de 40 % des travailleurs et travailleuses viennois vont travailler à l'extérieur, principalement dans l'agglomération lyonnaise, pour de meilleurs salaires mais au détriment de leur vie familiale et de leur activité sociale à cause des déplacements et des horaires.

Vienne aujourd'hui, c'est plus de 2 000 chômeurs, des boîtes qui ferment, le chômage technique, l'utilisation de travailleurs intérimaires ou sous contrat, en un mot, toutes les ficelles pour renforcer l'exploitation des travailleurs et préserver la galette de « ceux qui donnent du travail ».

Face à ce grignotage, les travailleurs

ont su, à maintes reprises, faire preuve d'une grande combativité :

— En 1975, Léo Gros, patron de Montagut, décide de liquider son usine de Vienne pour s'installer à Singapour. Le personnel, en majorité des femmes, a occupé l'usine jour et nuit pendant plus de quatre mois. C'est l'intervention massive des flics qui a mis fin à cette occupation.

— En novembre 1976, ce sont les travailleurs de l'entreprise Léon Grosse, BTP, du chantier de l'hôpital qui, en grève pour l'application du droit du travail et pour leurs salaires, vont faire face aux nerfs du patronat : milice privée, pistolet au poing et chiens policiers. Ils ne se laissent pas intimider.

— En avril 1977, ce sont les ouvriers et ouvrières d'Orlac-Gilca qui ont mené une lutte exemplaire pendant deux semaines. Là aussi, les flics seront utilisés pour tenter

de briser la grève, mais ce sont les dirigeants CGT qui feront le sale boulot de démobilisation.

Dans toutes ces luttes, la population laborieuse de Vienne a fait preuve d'une grande solidarité de classe, et si ces luttes n'ont pas abouti, elles ont été riches d'enseignements, notamment en ce qui concerne la duplicité dont sont capables les dirigeants révisionnistes du PCF.

En fin, il ne faut pas oublier les luttes des locataires HLM sur différentes questions, tels que le chauffage, les réparations, l'entretien des immeubles, etc. Dans les différents cités, ils se sont organisés en associations.

De plus, à la cité du Grand-Estresin, de nombreuses familles ont décidé d'agir pour obtenir une baisse de la cote mobilière (taxe d'habitation ou encore taxe locative) en versant 50 % de l'impôt 1977 sur un compte bloqué.



Une mairie PS qui fait payer la crise aux travailleurs

La municipalité socialiste a été homogène de 1971 à 1977. Depuis, il y a vingt-deux socialistes et cinq PCF. A sa tête : Mermoz, député-maire, président du Conseil général de l'Isère, futur candidat à la direction du PS. Le PS a bien voulu laisser le poste d'adjoint à l'environnement au PCF !

Le PS avoue tranquillement que si à Vienne il y a plus de 2 000 chômeurs, ce n'est pas la faute de la municipalité « dont l'œuvre de redressement de la situation économique qui était plutôt en bonne voie, s'est vue stopper par la crise de 1974 » (sic), « mais, hélas, les solutions ne dépendent pas que des municipalités. Il y faut une grande volonté de changement national (resic).

C'est avec ce type de déclaration que Mermoz prétend expliquer pourquoi il ne peut tenir la promesse qu'il avait faite en 1971 : créer 2 000 emplois nouveaux !

Directrice de publication : Suzanne Marty

Bien sûr, il faut quand même s'occuper en attendant les élections, alors on « fait du social » on développe « un urbanisme humain à l'échelle de Vienne », on s'occupe du « lancement touristique de Vienne », on fait même « un colloque sur Vienne-ville moyenne », etc. Ensuite, on se complait à parler de ce que la nouvelle équipe socialiste a « réalisé »... mais qui paye ?

Dans une ville où l'industrie et le commerce périclitent, qui est taxé principalement sinon les habitants et les travailleurs ?

Autant dire que pour beaucoup d'entre eux, la taxe d'habitation est une pilule difficile à avaler, d'autant plus que chaque année, il y a une augmentation de 15 à 20 %. En HLM, la taxe d'habitation pour un couple avec deux enfants, dans un F 4, s'élève à plus de 1 000 F pour 1977 et elle sera d'environ 1 200 F en 1978 !

Le PS rejette toute la faute sur le seul



Manifestation devant Orlac-Gilca

gouvernement. Il faut bien voter en mars 1978 pour que ça change ! C'est-à-dire d'abord payer, puis attendre tranquillement.

Mais que se passe-t-il quand les habitants d'un quartier populaire refusent « d'attendre » et décident de passer à l'action ?

Le PS les traite d'aventuristes et les condamne (même les plus démunis) aux

poursuites judiciaires !

Le PCF, lui, n'est pas en reste : il crie « aux diviseurs ! », il fait appel au « bon sens des travailleurs » en parlant abondamment des « risques » d'une telle action qui de plus est dirigée contre une municipalité de gauche, qui fait ce qu'elle peut, c'est-à-dire qui, comme tout patron, fait payer la crise aux travailleurs.

Le PCMLF present dans les luttes

Dans plusieurs luttes importantes, les marxistes-léninistes ont été présents et ont gagné peu à peu la confiance d'ouvriers et de paysans.

— 1) Sur le quartier du Grand Estresin (cité HLM importante, près d'Orlac), un solide noyau de locataires s'est constitué, menant au sein de l'association de quartier des luttes de masse : grève des charges victorieuse, et grève de la cote mobilière actuellement.

— 2) Lors de la grève des travailleurs immigrés du chantier L. Grosse, en novembre 1976, ils ont apporté un soutien continu. Ils ont contribué au cours de cette lutte à expliquer la ligne de trahison des dirigeants du PCF qui ne se sont manifestés qu'une fois : pour attaquer l'Humanité rouge !

— 3) La lutte d'Orlac-Gilca d'avril 1977 : dans cette lutte exemplaire, les militants du PCMLF ont mis toutes leurs forces dans la bataille. Dès avant la grève, ils ont organisé une rencontre entre quelques ouvriers d'Orlac et des paysans du voisinage. Ils ont ainsi contribué à ce que la question de l'unité ouvriers-paysans contre la pseudo-coopérative Orlac-Gilca, soit pleinement prise en compte dans la préparation de la grève. Dès le premier jour de

grève, les ouvriers lançaient l'appel aux paysans et à partir du 3^e jour, les paysans de Paysans-Travailleurs et quelques-uns du CDJA répondaient à cet appel sur le terrain. Alors que la FDSEA s'y opposait, les paysans furent nombreux à soutenir les ouvriers et à déposer les revendications des petits et moyens paysans aux côtés de celles des ouvriers.

Soutien continu aussi des marxistes-léninistes aux piquets de grève, lors de l'intervention des CRS... Au cours de cette lutte, le PCF fut largement démasqué ; ne pouvant récupérer la lutte, il s'est employé à l'affaiblir.

La paysannerie des campagnes avoisinantes est constituée pour l'essentiel de petites et moyennes exploitations, certaines étant spécialisées dans les céréales, mais on y trouve des petits producteurs de lait qui, pour la plupart, livrent à Orlac.

Pour beaucoup de petits et moyens paysans, la question c'est comment rester, vivre et travailler au pays ? Lourde ment endettés, ils doivent lutter contre les cumulards. L'an dernier, 200 paysans ont permis par leur mobilisation de faire échec partiellement à une vente aux enchères des bâtiments d'une exploitation. Ils veulent aussi une juste rémunération de leur travail.